

Le monde qui vient : le risque d'un nouveau régime de croissance léthargique dans les pays avancés

par Laurent Faibis, Président de Xerfi

VIDEO [Les prévisions économiques 2010-2011 du Groupe Xerfi](#)

4 décembre 2009

Ceux qui espèrent encore que tout peut redémarrer comme avant ont tort. Ceux qui prévoient que le retour à une croissance vigoureuse est possible se trompent. En vérité, la croissance risque de rester durablement molle dans les pays avancés.

Bien sûr, cette prévision, ne peut intégrer que les données économiques disponibles, les intentions exprimées à la date du scénario par les pouvoirs publics. De fait, le retour en force des Etats dans le jeu économique modifie terriblement la donne. Le débat est féroce entre les tenants d'un grand retour de l'Etat pour réguler et stimuler l'activité économique, et les apôtres de l'auto-régulation du marché. Un débat qui n'est pas tranché. Les lobbies s'activent. Les tenants du vieux monde s'accrochent. Et pourtant une vérité s'impose : ce sont bien les Etats (et derrière eux les contribuables) qui ont sauvé le capitalisme et la libre entreprise de la faillite. Reste à savoir si la mise en place d'un nouveau modèle de croissance vigoureux dans les pays avancés pourra se passer de l'impulsion et de la coordination de l'Etat.

1. Tout d'abord le constat : le choc est énorme

A-t-on vraiment pris conscience de l'ampleur du choc ? Quelques chiffres, pour bien prendre la mesure du cataclysme subit par l'économie mondiale, et plus spécifiquement par les pays avancés :

- **La croissance mondiale aura chuté de 2,1 % en 2009 selon les prévisions de Xerfi, ce qui n'est jamais arrivé depuis la seconde guerre mondiale. Tous les pays avancés sont dans le rouge cette année.**
- **Plusieurs grands pays, comme l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni vont enregistrer une chute historique de l'ordre de 5% du PIB. Un record.**

- Au second trimestre de cette année, le commerce mondial s'est effondré de 33% en valeur. Un tiers en moins ! Même avec un rebond au second semestre, la chute du commerce international sera d'au moins 25 % en 2009 ! Or, on ne peut espérer mieux qu'une reprise modérée en 2010. On ne retrouvera pas avant 2013 voire 2014 le niveau de 2008 ! Que se serait-il passé si les gouvernements ne s'étaient pas engagés les uns après les autres dans les plans de sauvetage du système financier, et des politiques massives de soutien à l'économie !

Certes, on note depuis quelques mois des signes de reprise. Mais ce rebond apparaît bien modeste au regard de la chute des PIB. Bien plus, il est à craindre que cette reprise manque de souffle. Ainsi, la reprise du commerce mondial risque d'être très timide en 2010 : guère plus de 8% selon nos prévisions, après la dégringolade évoquée plus haut. Une situation qui va pénaliser les grands pays industriels avancés. Surtout pour les champions de l'exportation, Allemagne et Japon en tête : c'est tout leur modèle de croissance qui est remis en cause.

Et il ne faut pas attendre des pays émergents qu'ils jouent le rôle de locomotive pour tirer les pays riches. Il suffit de regarder de plus près la stratégie de la Chine. Ce pays se bat sur tous les fronts pour pousser sa propre croissance. Son plan de relance est totalement orienté vers le soutien de son marché intérieur. Mais dans le même temps, la monnaie chinoise reste accrochée au dollar. Il s'agit bien entendu de favoriser également les exportations.

Il n'est guère possible d'être plus optimiste en ce qui concerne la demande intérieure des pays avancés. La consommation sera freinée par la faiblesse de l'évolution des revenus salariaux, les destructions d'emplois, et la montée de l'épargne. Plusieurs pays risquent de voir la demande des ménages baisser si de nouvelles mesures de soutien à la consommation ne viennent pas prendre le relais. .../...

Seront particulièrement pénalisés les pays dont la croissance était massivement soutenue par le crédit. C'est notamment le cas des Etats-Unis, du Royaume-Uni, et de l'Espagne. Les dépenses des Japonais vont également chuter avec l'effondrement du modèle de croissance du pays. En Allemagne, en France, en Italie, on ne peut espérer au mieux qu'un tout petit plus de consommation.

2. Non seulement la crise n'est pas finie, mais on peut même dire que les déséquilibres sont pires qu'avant la récession

Il ne faut pas s'arrêter à quelques signes d'embellie passagère. Les déséquilibres ont en fait empiré après la récession. Les excès de liquidités ont continué d'augmenter ; la spéculation est de retour et déjà de nouvelles bulles se sont formées ; les grands pays ont déclenché une guerre des taux de change ; partout se renforcent les comportements protectionnistes ; le chômage a flambé dans tous les pays avancés, et ce n'est pas fini ; les déficits publics atteignent des records, pratiquement partout.

L'éclatement de la dernière grande bulle financière a révélé, puis accentué tous ces déséquilibres. Ce qui a été dévoilé brutalement, c'est la surabondance de

l'offre sur tous les marchés. Une surabondance des capitaux. Une surabondance de l'offre de travail. En face de cette offre pléthorique, la demande ne répond pas. Elle est insuffisante, parce que le mode de régulation actuel de l'économie mondiale ne permet plus de stimuler suffisamment la demande. Les bulles financières successives ont en effet provoqué une crise de surinvestissement. Quant à la globalisation, elle a entraîné une baisse du prix du travail qui a pénalisé les revenus dans les pays riches. Avec le ralentissement du crédit, la demande des pays avancés est désormais incapable d'absorber l'offre de biens et d'équipements.

3. La surabondance de liquidités alimente déjà de nouvelles bulles

Les chiffres sont spectaculaires et parlent d'eux-mêmes. Le stock de liquidités qui représentait 7% du PIB mondial en 1990, dépasse les 18% aujourd'hui. Pour autant, la liquidité continue d'augmenter à un rythme effréné.

Et pourtant, est apparu un phénomène incompréhensible pour les économistes du « monde d'avant ». Cette inondation monétaire n'a pas alimenté l'inflation. Jamais l'inflation sous-jacente n'a été aussi durablement basse. En fait, l'inflation mondiale s'est effondrée en 1999. Depuis 10 ans, l'inflation sous-jacente est au plus bas.

Alors, comment ont été utilisés ces flots de liquidités ces derniers mois ? En tout cas, pas pour financer l'investissement productif dans les pays avancés. L'investissement est en panne. L'analyse des chiffres révèle que ces liquidités servent d'abord aux Etats, pour financer les déficits qui ont permis le sauvetage de l'économie de marché. Difficile de leur reprocher ! Mais les excès de liquidités servent aussi aux investisseurs pour financer leurs projets dans les pays émergents. Enfin, ces liquidités sont utilisées, comme avant, à spéculer sur les marchés des actifs : dans les matières premières, les sources d'énergie, les actions.

La conséquence de ces investissements spéculatifs, c'est la formation de nouvelles bulles. L'effondrement de Dubaï est sur ce point significatif, et sans doute annonciateur de la suite : les bulles des marchés immobiliers et actions de plusieurs pays émergents vont éclater l'année prochaine. La nouvelle bulle des marchés actions sur les grandes places occidentales aussi. Il y a aussi une bulle sur les matières premières. Si l'on prend l'exemple du pétrole, jamais les stocks n'ont été aussi élevés. En effet les capacités de production augmentent, et pourtant la demande baisse. Sans la spéculation, et la croyance des marchés en une vigoureuse reprise, le cours du pétrole serait divisé par deux, peut-être par trois.

.../...

La formation de nouvelles bulles, c'est bien sûr ce que souhaitent les opérateurs des marchés. Par doctrine et par intérêt, ils veulent que tout reparte comme avant. Leur stratégie n'est-elle pas de détecter la formation d'une bulle, miser dessus au plus tôt, et espérer s'en dégager avant qu'elle n'éclate. Mais à ce jeu de poker, les marchés sont nerveux, et les bulles vont éclater de plus en plus vite.

4. La crise industrielle est durable en raison de la surabondance des capacités de production

L'investissement dans les pays avancés ne peut pas redémarrer, pour une raison simple. La crise de la demande et la chute du commerce mondial ont provoqué un effondrement historique du taux d'utilisation des capacités de production. Ce taux est tombé à 70% aux Etats-Unis et dans la zone euro. Pour bien comprendre ce chiffre, il faut rappeler que la moyenne à long terme est de 83%.

Pire, les investissements massifs dans les pays émergents renforcent encore les capacités de production mondiale. Nous sommes confrontés à une crise de surinvestissement. Dans les pays avancés, cela va se traduire inexorablement par de nouvelles destructions de capacités de production. Mais aussi par des pressions terribles sur les prix industriels.

5. Cette crise industrielle s'ajoute aux effets de la globalisation pour provoquer une surabondance du travail à bas prix.

La prise de conscience des effets dévastateurs de l'irruption des pays émergents sur le marché du travail a trop tardé. Peut-être, parce que leur montée en puissance n'a pas été suffisamment prise au sérieux. Sans doute aussi, en raison d'une idéologie dominante ultra-libre échangiste. On a voulu croire que les avantages surpassaient les inconvénients. L'attention est restée focalisée sur la baisse des prix des produits de grande consommation favorable au consommateur des pays riches, et l'ouverture des marchés du grand large pour les grandes entreprises. Mais les effets en chaîne n'ont pas été examinés avec rigueur. Et notamment celui-ci : dans ce monde global, il existe désormais un colossal phénomène de sous-emploi. Un sous-emploi qui fait baisser le coût du travail, et de facto les revenus salariés dans les pays avancés.

La flambée du chômage dans les pays riches accélère sous nos yeux ce déséquilibre. La barre des 10% de chômeurs est désormais atteinte aux Etats-Unis comme dans la zone euro. Non, la crise n'est pas finie. Le chômage va continuer de monter en 2010. La pression sur les salaires va être terrible. Mais le poids politique et social du chômage de masse va être insupportable. Il est très probable que les gouvernements se verront obligés de prolonger les mesures de soutien à l'économie. Qui peut prendre le risque de voir le chômage augmenter à ce rythme en 2010 et 2011 ? C'est risquer la désagrégation sociale.

6. Face à cette flambée du chômage, les Etats réagissent par des mesures de soutien non-coopératives, qui ont des effets protectionnistes.

Le protectionnisme est devenu un vilain mot, presque tabou. Une hypocrisie : on protège ses marchés, mais on ne le dit pas. Avec les plans de relance publique à l'économie, le repli sur soi va s'accroître : peut-on croire un instant que les gouvernements qui soutiennent massivement leur économie ne choisissent pas leurs cibles prioritaires en fonction de leur offre intérieure ?

L'intervention de l'Etat est par nature protectionniste. C'est vrai aux Etats-Unis, qui n'ont jamais cessé de soutenir vigoureusement des pans entiers de leur

économie. Washington est intervenu directement pour sauver son industrie financière et son industrie automobile, entre autres. C'est vrai en Chine, qui n'a pas hésité à lancer un gigantesque plan de relance intérieur orienté sur les grands travaux et les productions nationales. C'est vrai partout en Europe. L'impact des plans de soutien est d'autant plus protectionniste, qu'ils ont été décidés sans véritable coordination, même dans la zone euro.

.../...

C'est non seulement la politique budgétaire qui a désormais des objectifs protectionnistes, c'est aussi la politique monétaire. Peut-on vraiment prêter confiance aux propos de Ben Bernanke et de Barack Obama, quand ils affirment que les Etats-Unis ont besoin d'un dollar fort ? La vérité des chiffres, c'est le dollar faible. Les Chinois l'ont bien compris, et maintiennent leur monnaie arrimée au billet vert pour soutenir leurs exportations. En Europe même, le Royaume-Uni laisse filer la livre sterling. Il s'est ainsi déclenché une véritable guerre monétaire dont la principale victime risque d'être l'industrie de la zone euro.

En tout état de cause, la montée du protectionnisme sous toutes ses formes va freiner durablement le développement du commerce international. Après la globalisation, on peut véritablement parler d'une phase de déglobalisation de l'économie mondiale.

Cependant, il ne faut pas s'y méprendre. Cette déglobalisation macro-économique n'est pas incompatible avec la poursuite de la globalisation des multinationales et la reconfiguration des chaînes de valeur au plan mondial.

Les entreprises vont en effet continuer d'orienter en priorité leurs investissements là où les coûts sont les plus bas. Mais il n'y a pas que les coûts. Les entreprises veulent aussi s'implanter au plus près de la demande. Là où sont les marchés les plus porteurs. La plupart des grandes entreprises orientent donc désormais en priorité leurs investissements vers les émergents.

Il va falloir prendre la mesure de ce phénomène, qui s'accélère : si nous avons pu parler de déglobalisation macro-économique, il y a dans le même temps accélération de la globalisation micro-économique. On a en effet trop souvent confondu compétitivité des entreprises et compétitivité des nations. Un pays n'est pas une entreprise. Les gouvernements vont désormais devoir en tirer les conséquences dans leur stratégie économique.

7. Le choc de la désindustrialisation renforce le poids des emplois à faible valeur ajoutée

L'interventionnisme massif des gouvernements pour stimuler l'économie ne va cependant pas alléger la pression sur le coût du travail dans les pays avancés. Sur la zone euro, il faut ajouter les conséquences d'une monnaie surévaluée. Cela fait craindre de nouvelles vagues de délocalisation et de destructions d'emplois dans les secteurs industriels européens.

Les mesures de chômage partiel ou de *kurzarbeit* ne peuvent guère que freiner cette évolution. Nous allons continuer de perdre des emplois industriels, donc des postes à forte valeur ajoutée. La crise a provoqué un nouveau choc de désindustrialisation. Il faut attirer ici l'attention sur l'une de ses conséquences majeures : une nouvelle déformation de la structure des emplois vers des

services peu qualifiés. Nos économies avancées créent désormais surtout des emplois à faible productivité, précaires, et mal rémunérés.

Certes les services à la personne méritent notre attention, et il y a là de véritables besoins. De même l'hôtellerie-restauration fait partie de notre patrimoine économique. Ces secteurs ont bénéficié d'une impulsion fiscale conséquente des pouvoirs publics en France. Pour autant, les résultats en termes d'emplois ne sont pas au rendez-vous, et loin des objectifs affichés. Quant aux postes créés, ils ont toutes les caractéristiques qui entraînent une réorganisation par le bas de l'emploi et des salaires.

Ce gonflement indispensable des emplois bas de gamme pourrait-il être compensé par un plus grand effort dans les hautes technologies ? En France, pays d'ingénieurs et de grandes entreprises, nous sommes quelque peu obsédés par le « High Tech » qui apparaît dans bien des rapports d'experts comme la panacée à tous nos maux. Ils réclament à corps et à cris plus de formation, de recherche, et de mesures de soutien à l'investissement.

C'est pourtant oublier les leçons à tirer d'exemples étrangers. Sait-on que le commerce extérieur américain est globalement déficitaire depuis 2001 dans les secteurs de haute technologie ? Un déficit qui s'est creusé année après année ! Certes les activités de R&D et de conception font la fierté de la Silicon Valley. Mais l'essentiel des fabrications industrielles sont sous-traitées dans les pays émergents. En fait, seuls des petits pays, en Scandinavie ou Israël, sont parvenus à redynamiser massivement vers le haut leur tissu d'emplois grâce aux High Tech par la création d'emplois en amont des filières. Ce n'est pas négligeable, mais c'est loin de satisfaire les exigences de création d'emplois à forte valeur ajoutée d'un pays de 60 millions d'habitants comme la France.

Les « experts » n'évoquent par contre jamais le rôle que peuvent jouer des secteurs plus traditionnels, qui recèlent nombre de savoir-faire sophistiqués à l'abri de la concurrence par les coûts. Ils oublient ainsi que c'est dans de multiples secteurs traditionnels que l'Italie conserve ses meilleurs excédents commerciaux, avec des marques de renommée internationale, souvent leaders sur leurs niches.

En dehors du secteur du Luxe, la France a du mal à se passionner pour des activités où la différenciation des produits exige un effort de conception qui passe par les bureaux de design et de style. Il s'agit de domaines d'excellence où la France perd du terrain, alors que les italiens, eux, résistent. C'est sur ces métiers traditionnels que les PME peuvent le mieux jouer leur carte. Cela peut jouer un rôle aussi important pour l'emploi qualifié et la valeur ajoutée que les centres de recherche en biotechnologies et en nanotechnologies.

Pour l'heure, une conclusion s'impose : compte tenu des déséquilibres sur le marché du travail, le partage de la valeur ajoutée va rester structurellement défavorable aux salariés dans les prochaines années, et les gains de pouvoirs d'achats vont être très faibles. Ce n'est pas bon pour la consommation, ce n'est donc pas bon pour la croissance.

8. Vers la grande menace déflationniste ?

Surabondance des liquidités, des capacités de production, du travail : le plus grand risque est aujourd'hui de basculer dans un monde déflationniste.

Nous l'avons montré, l'offre est désormais pléthorique face à la demande sur la plupart des marchés. Il s'agit d'un déséquilibre qui ne pourra pas être corrigé à court terme. Une conclusion s'impose : l'impact de la globalisation et la durée de la crise vont faire peser une pression constante sur les coûts et les prix. Cette situation interdit tout retour durable de l'inflation.

Dans un tel contexte, même les hausses sur les matières premières seront *in fine* amorties par la baisse des coûts salariaux. On l'a bien vu quand le prix du baril s'est envolé au premier semestre 2008. La hausse des prix à la consommation a été limitée, et il n'y a pas eu transmission aux salaires.

Le niveau de concurrence mondiale est tel que toute hausse des coûts est très rapidement amortie par une nouvelle pression sur le coût du travail. Il ne peut donc y avoir d'effet de « second tour ». Lorsque les entreprises subissent un choc sur les coûts et que cela réduit leurs marges, elles ne peuvent pas le répercuter sur les prix. C'est donc la masse salariale qui sert de variable d'ajustement.

Au passage, une brève observation théorique s'impose ici. Force est de constater que les idées monétaristes ne s'appliquent plus du tout à la situation présente : il n'y a pas de lien aujourd'hui entre la masse monétaire et le risque d'inflation. C'est bien l'équilibre sur les marchés réels, et non la quantité de monnaie, qui détermine le niveau spontané des prix des biens et des services courants. Même la hausse des prix des actifs, comme celle des matières premières et de l'énergie ne parvient pas à influencer durablement les indices de prix.

La spirale déflationniste, c'est donc l'énorme menace qui pèse sur les pays avancés, et notamment sur la zone euro.

On a vu pourquoi précédemment : l'évolution des revenus salariaux est durablement bloquée. Au contraire, toute destruction d'emplois se traduit par des postes moins qualifiés ou moins chers. Cela impacte négativement la demande.

Mais ce n'est pas tout. Lors des précédents cycles économiques, les ménages se sont terriblement endettés. Ils ont pris des crédits pour acheter de l'immobilier et des biens d'équipement. La situation s'est aujourd'hui inversée. Les ménages donnent la priorité au désendettement. Cela déprime les dépenses. Sur ce point, il ne faut jamais perdre de vue qu'un consommateur, cela ne peut pas se recapitaliser comme une entreprise.

Dans un contexte de pression sur les revenus, le rétablissement de la situation financière des ménages peut être long. Le processus de désendettement va ainsi durer plusieurs années. Ce sera d'autant plus lent que le contexte déflationniste alourdit le poids du remboursement.

Nous risquons donc d'entrer dans un très dangereux cercle vicieux de la déflation. Les politiques monétaristes ont su casser l'inflation. On constate aujourd'hui que la politique monétaire ne peut rien contre la déflation. On peut

d'ailleurs s'interroger sur la pertinence du mandat donné à la Banque Centrale Européenne, dont l'objectif prioritaire est de lutter contre un risque d'inflation... qui a disparu.

9 Le modèle « Wal-Mart », symbole de la croissance lente pour les pays avancés ?

Pour mieux comprendre le risque que fait peser la déflation, il est intéressant de retracer rapidement les grandes phases de régulation économique du dernier demi-siècle. En simplifiant, on peut distinguer trois grands régimes de croissance.

D'abord, le mode Fordiste, jusqu'aux années quatre-vingt. L'idée centrale est de trouver un compromis social efficace, par le partage des fruits de la croissance entre le capital et le travail. Cela permet de stimuler la demande. C'est ce qui a fait émerger la société de consommation de masse. Ce régime est entré en crise dans les années soixante-dix avec les chocs pétroliers et le déclenchement de la grande spirale inflationniste.

Cette grande inflation a été cassée avec succès dans les années quatre-vingts, grâce à une politique d'inspiration monétariste. Dans la foulée, les flux de capitaux ont été libéralisés, la finance dérégulée. Dans la même période, le bloc communiste s'est désintégré. Le monde s'est globalisé avec les conséquences que l'on connaît.

Nous sommes ainsi progressivement passés du « Fordisme » à un nouveau modèle dominant. Certains proposent d'évoquer un « mode de régulation financière ». De façon plus évocatrice, nous pourrions le dénommer le modèle « Wall Street ». L'économie a peu à peu été régulée par la finance de marchés. Les compromis de partage de la valeur ajoutée se sont déformés en faveur des investisseurs et des épargnants.

Ce modèle « Wall Street » a peu à peu joué un rôle majeur, qui est devenu déterminant ces dix dernières années. La dette et l'enrichissement par les plus-values ont ainsi joué un rôle croissant, pour les ménages, comme pour les entreprises. C'est ainsi l'endettement des ménages qui a permis de stimuler la consommation et de prolonger la croissance. La conséquence perverse, ce fût la multiplication de bulles à partir des années quatre-vingt-dix.

Des bulles qui ont éclaté les unes après les autres. Car le propre des bulles, ce n'est pas de se dégonfler, mais d'éclater, brusquement. C'est le cas de celle que les médias ont baptisé arbitrairement « bulle du Subprime ». Et cela continue encore sous nos yeux, dans les pays émergents, sur les marchés des matières premières, sur les marchés actions qui ont flambé au cours des 3 premiers trimestres de cette année.

Bien sûr, les marchés souhaitent que tout redémarré comme avant, et que Wall-Street remonte sur son piédestal. Mais ce n'est pas le scénario le plus certain. Ce n'est pas non plus le scénario le pire à court terme.

.../...

Le pire, ce serait d'avoir abandonné le système Fordiste, puis le régime Wall-Street, pour passer maintenant à un modèle Wal-Mart. Un système de régulation à la Wal-Mart, cela signifie en effet :

1. la baisse systématique des prix,
2. des délocalisations massives de la production,
3. le remplacement systématique d'emplois qualifiés par des emplois non qualifiés,
4. la baisse systématique des salaires et de l'emploi.

Le modèle de régulation Wal-Mart, c'est donc la déflation permanente des prix et des salaires. Si dans un premier temps la baisse des prix est agréable aux consommateurs, la déflation est un poison mortel. C'est un cercle vicieux qui s'auto-entretient, et qui détruit la valeur du travail et la valeur des marchandises. Or, si les pays avancés ont appris à lutter contre l'inflation, ils ne savent toujours pas comment sortir d'une déflation. L'exemple japonais est sur ce point significatif.

10. Antagonisme et nouvelles lignes de fracture : quel avenir pour l'Europe ?

Le chacun pour soi, et le refus de la coopération multilatérale c'est l'un des plus grands risques pour l'économie mondiale. Pour autant, la période va voir se faire ou se défaire de grandes alliances.

A ce jeu, les liens entre la Chine et l'Amérique ont plutôt tendance à se renforcer. Pour l'instant. Rien ne laisse penser aujourd'hui que l'union stratégique Chine-Amérique va se défaire au cours des toutes prochaines années. Barack Obama fait des yeux doux à Hu Jin Tao et prend soin de le traiter d'égal à égal. La monnaie chinoise reste alignée sur le dollar, qui se dévalorise, ce qui fait les affaires des deux pays. La Chine continue de financer les déficits américains, et Wal-Mart est le plus gros client de la Chine. Bien sûr, cela n'aura qu'un temps. Mais il s'agit d'un temps qui peut durer encore des années.

Face à cette alliance de deux géants autour de l'océan pacifique, se pose une question lancinante. Que va faire le Japon, dont l'économie se traîne déjà depuis vingt ans dans la déflation, et dont la stratégie tournée vers l'exportation s'est effondrée avec cette crise.

Quant à l'Europe, elle réagit comme d'habitude en ordre dispersé :

- le Royaume-Uni a laissé filer la Livre, et s'interroge sur l'opportunité d'en tirer parti pour se ré-industrialiser. A rester trop focalisé sur la City et les conséquences du Big Bang opéré sous l'ère Thatcher, on en oublie trop souvent que le Royaume-Uni est resté une grande nation industrielle. Certes, les centres de décisions ont été perdus. En dehors des secteurs militaire et aérospatial, les entreprises sont souvent passées sous contrôle étranger. Mais avec un marché du travail à faible coût et flexible, une monnaie qui peut s'adapter stratégiquement aux intérêts nationaux, une main-d'œuvre qualifiée, le Royaume-Uni peut être tenté de jouer la carte de la ré-industrialisation. Il peut tirer parti de la zone de libre échange que

constitue l'Union Européenne sans supporter les inconvénients d'un l'Euro très surévalué. Forte de ses liens traditionnels avec nombre de pays émergents (HSBC va déplacer son siège de Londres à Hong Kong, tout un symbole !), les îles britanniques peuvent devenir un excellent porte-avion pour les investissements des multinationales émergentes désireuses de pénétrer le marché européen.

- l'Espagne, l'Irlande, et plusieurs pays de l'est-européen sont dans une situation dramatique. Le « modèle espagnol », basé sur l'endettement, la filière construction-immobilier, et la consommation des ménages, s'est écroulé. Confrontée à elle-même, l'Espagne est vouée à une longue traversée du désert avant de trouver le chemin d'une hypothétique reconversion.
- Au-delà de leur diversité, pour tous ces pays, une question s'impose : l'Europe doit-elle les abandonner à leur sort, eu égard aux liens économiques qui nous relient. Si l'Europe doit les sauver d'un très long marasme, dans quel objectif stratégique ? Dans quel cadre de coordination ? Sous quelles contraintes ?
- l'Allemagne voit toute sa stratégie de compétitivité et d'exportation remise en cause : dix ans d'efforts et de frugalité sur les revenus pour enregistrer la plus grosse chute de PIB depuis la seconde guerre mondiale ! Lois Hartz, déflation salariale, mise en place de l' « économie de bazar » : tout a été mobilisé pour rétablir la compétitivité, et faire de l'Allemagne le premier exportateur européen, quitte à prendre en priorité des parts de marché à ses partenaires européens. L'agenda 2010 va se terminer sur un échec cuisant. Le nouveau gouvernement Merkel l'a bien compris : les premières décisions de l'alliance au pouvoir ont consisté à soutenir le pouvoir d'achat des allemands...et à laisser filer les déficits.
- C'est pour l'instant la France qui a le mieux amorti le choc. Mais pour combien de temps ? Certes, la France est l'un des pays (avec l'Allemagne) où la hausse du taux d'endettement jouait le rôle le moins important avant la crise. En fait, tout ce que l'on reprochait à la France a fait sa force de résistance dans la crise : le poids de sa fonction publique, de ses stabilisateurs automatiques, de ses transferts sociaux, la faiblesse de son commerce extérieur, et même la rigidité de son marché du travail. Certes, les déficits ont flambé, mais la France reste dans la moyenne européenne. D'ailleurs, l'endettement de l'Etat « compense » le désendettement des agents privés (ménages et entreprises). Faut-il s'en réjouir ? A court terme, la récession a été moins rude que dans la plupart des grands pays avancés. La baisse du PIB a été inférieure à celle de nos principaux voisins. A plus long terme, on ne voit pas bien comment la France peut redémarrer, avec une consommation intérieure plombée, et des partenaires européens déstabilisés.

La déglobalisation du monde, c'est aussi la reconstruction des modèles de croissance au sein d'ensembles régionaux et de nouvelles alliances. Continuer avec un marché unique européen, qui laisse libre cours aux rivalités sociales, fiscales, et monétaires est suicidaire. Si la voie d'une véritable coopération (et donc d'une plus forte intégration) n'est pas trouvée, l'Europe, et au moins la

zone euro, sera la grande perdante des nouvelles stratégies d'alliance qui se mettent en place dans le monde. □

Laurent FAIBIS
Président du Groupe Xerfi

[Retrouvez l'ensemble des analyses et des prévisions économiques 2010-2011 : « La récession est finie, pas la crise ! » dans le numéro spécial de Xerfi Previsis. \[www.previsis.fr\]\(http://www.previsis.fr\)](#)